

Numéro 3

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY
RETOURNER À LA BIBLIOTHÈQUE DU MINISTÈRE

Mars 1987

LA LIMITATION DES ARMEMENTS ET LE DÉSARMEMENT DANS LES MÉDIAS CANADIENS

par John R. Walker

Les médias canadiens sont continuellement aux prises avec un problème que bien peu de pays industrialisés connaissent, à savoir que les milieux journalistiques d'un État voisin influent énormément sur la façon dont ils traitent les affaires internationales.

L'influence américaine est particulièrement évidente lorsqu'il s'agit de couvrir l'actualité concernant la paix et la sécurité. Bien que les médias canadiens aient récemment accordé plus d'importance aux affaires étrangères, ils ont encore beaucoup à faire pour améliorer la qualité, la profondeur et la valeur critique de leurs reportages sur la course aux armements nucléaires et sur la survie pure et simple de la planète.

Le "miroir de l'incertitude"! Ce sont les mots que le Comité spécial du Sénat sur les moyens de communications de masse a employés pour décrire l'image que la presse, la radio et la télévision canadiennes projetaient de la vie en 1970.¹ Mais en dénonçant la déformation, l'exagération et la banalisation des faits, le sénateur Keith Davey et sa commission pointaient surtout du doigt, à ce moment-là, les reportages qui concernaient la scène nationale.

Le rapport de la Commission ne disait pas grand-chose sur la façon dont la presse canadienne traitait des affaires étrangères, encore moins sur celle dont elle examinait les questions relatives à la paix et à la sécurité. Une analyse spéciale menée sur les journaux canadiens pour le compte de la Commission Davey avait montré que près du tiers des nouvelles concernaient des événements mondiaux et non canadiens, mais le rapport Davey était peu loquace sur la manière dont toutes ces nouvelles étaient véhiculées. La seule préoccupation exprimée dans le rapport au sujet des reportages sur l'actualité étrangère découlait du fait que le Canada recevait d'agences américaines, britanniques et françaises, et non d'agences canadiennes, la majorité de ses communiqués en provenance de l'étranger. Le rapport Davey proposa que plus de Canadiens soient envoyés à l'étranger pour accroître la "teneur canadienne" des rapports émanant de l'extérieur de nos frontières.

Le rapport ne suscita pas beaucoup de réactions. Dix ans plus tard, soit en 1981, la Commission Kent sur les quotidiens pouvait affirmer ce qui suit: "... en ce qui concerne l'analyse de l'actualité internationale, les journaux de notre pays comptent beaucoup sur les services de nouvelles étrangers et renoncent ainsi à présenter un point de vue purement canadien sur la conjoncture internationale. Qui plus est, l'omniprésence de documents d'information américains à prix modique a de toute évidence entravé l'épanouissement de solutions de rechange canadiennes."²

John Holmes, ancien diplomate et expert en matière de politique étrangère, a déclaré dans le rapport Davey, en 1970, qu'il fallait de meilleurs correspondants canadiens à l'étranger, et non pas nécessairement un plus grand nombre. Dans le rapport Kent de 1981, cependant, le professeur Denis Stairs a soutenu que les personnes élaborant la politique étrangère avaient peu de respect pour les journaux canadiens. Avec si peu de correspondants étrangers et de rédacteurs versés dans les questions de politique étrangère ou de défense, les journaux canadiens n'avaient pas grand-chose à offrir au lecteur averti. Les fonctionnaires des Affaires extérieures lisaient bien le *Globe and Mail* et les quotidiens d'Ottawa, mais dans leurs fonctions officielles ils se reportaient aux bons journaux britanniques, américains et français pour compléter l'information obtenue auprès des sources officielles.

En 1981, les deux tiers du dossier "Affaires étrangères" à la principale agence de presse canadienne, nommément la *Canadian Press*, portaient sur des faits américains, tandis que le gros du dernier tiers concernait l'actualité britannique ou ouest-européenne. Le reste du monde, où une bonne partie des situations influant sur la guerre et la paix prennent naissance, recevait très peu d'attention.

En réponse aux critiques formulées au sujet des reportages sur l'étranger, les conseils de rédaction canadiens ont soutenu que ce n'était pas le public qui se plaignait, mais plutôt une poignée d'universitaires et d'érudits. Les choses ont changé, pourtant: aujourd'hui,

43-245-211